

-- Consultation publique de la CRE --
Commercialisation des capacités de transport disponibles à partir du 1^{er} Avril 2014
entre les zones Nord de GRTgaz, Sud de GRTgaz, TIGF et l'Espagne

Question 1 : Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ?
Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud soit adéquate ?

Besoin de visibilité :

Bien entendu tout acteur (sur le gaz comme ailleurs) a évidemment besoin de visibilité. Pour autant, le processus le lui en donnant ne doit pas être utilisé dans un contexte où il est biaisé, avec le risque d'aboutir à un niveau ne reflétant pas du tout la réalité. Or dans le cas présent, le besoin structurel de GNL en France n'a pas changé (il était et reste très important), ... pourtant il en est importé très significativement moins depuis 2012 (comme rappelé par la CRE), et ceci au risque que les stocks s'avèrent insuffisants pour la pointe hivernale (comme cela a été dûment relevé par la DGEC) . Le risque est ainsi que les fournisseurs d'OSP et MIG ne puissent plus assurer correctement leurs obligations en hiver (alors que leurs sourcings sont pourtant pleinement rémunérés à travers les TRV, vérifiés annuellement par la CRE). Dans les conditions actuelles, seuls les consommateurs industriels du Sud de la France sont pénalisés par la situation, au détriment grave de l'emploi français, mais aucunement les clients fournis aux TRV. C'est la raison pour laquelle la position de l'UNIDEN sur le « besoin de visibilité » reste plus que mesurée voire hostile (cette position ayant été exprimée par l'UNIDEN en Concertation Gaz) : il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. La vraie priorité est de remettre de l'ordre dans la fourniture du Sud de la France à partir de ses différents sourcings traditionnels et structurellement indispensables, dont le GNL qu'il faut faire revenir à un niveau d'approvisionnement décent.

Durée d'allocation (4 ans) :

Allouer sur 4 ans a un sens si le processus utilisé est prudent et sain, appliqué dans une situation de marché stabilisé et dont les conditions de concurrence sont suffisamment transparentes et égales pour tous. Si ce n'est pas le cas, si le risque est trop fort de « graver durablement dans le marbre » --via des enchères-- un spread Nord-Sud déraisonnable et potentiellement gravissime pour l'emploi industriel de la moitié Sud, ce risque étant induit par un caractère erratique et imprévisible pour la plupart des opérateurs (sauf peut-être pour tel ou tel acteur susceptible de bénéficier d'information privilégiée?), alors il faut d'abord remettre de l'ordre sur le marché avant que celui-ci ne puisse faire émerger des valeurs légitimes de spread.

Nous préconisons donc instamment de d'abord sécuriser l'emploi industriel impacté, par tous les moyens nécessaires, avant d'en soumettre le sort à des enchères, peut-être inéluctables à terme mais pas forcément dans la précipitation ni l'anticipation inutile. A cet effet, tous les éléments de souplesse temporelle du Code de réseau CAM devront être utilisés pour traiter le « cas » de notre liaison Nord-Sud qui, rappelons-le, est unique en Europe, donc justifie une attention toute particulière et un traitement particulier. Commercialiser aux enchères avec anticipation les capacités aux interconnexions (dont France-Espagne) peut éventuellement faire du sens et être structurant, mais le faire dans la précipitation à l'intérieur d'un Etat-Membre risque plutôt d'être destructurant, et potentiellement avec des conséquences irrémédiables. Nous demandons donc que soit repoussée au maximum possible l'utilisation d'enchères pour la liaison Nord-Sud, le temps devant aider au préalable à stabiliser la zone Sud.

Question 2 : Etes-vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage à compter du 1^{er} avril 2014 à la liaison Nord-Sud?

L'UNIDEN est favorable à une allocation « type prorata » (principalement), pour les 6 mois en question. Cependant les circonstances actuelles, à présent reconnues par les pouvoirs publics à tous les niveaux, justifieront les adaptations significatives nécessaires dès cette prochaine allocation « de recalage ». Ainsi le 1^{er} tour devra être sans aucun doute adapté en conséquence et, pour le second tour, *nous demandons que soit revue la définition de l'assiette de droits à souscrire dans une optique de non-discrimination, en la réduisant aux besoins nets de capacités, càd :*

- *déduction faite des capacités de transit Nord-Sud déjà en portefeuille pour la période concernée*
- *en ne prenant plus en compte comme « engagement de livraison physique » les capacités d'injection en stockages (qui n'ont qu'un rôle régulateur au service des clients à profil « climatique » et/ou OSP-MIG --très souvent fournis en tarifs intégrés, donc dans le prix desquels tarifs on doit tenir compte du coût réel de la capacité Nord-Sud--, et compte-tenu que les injections en stockage bénéficient d'une souplesse de programmation ...que n'ont pas les procédés industriels !)*
- *et enfin en tenant compte des capacités de sourcing de GNL, certes insuffisamment utilisées ...mais tout de même très significatives et incontournables dans le sourcing physique du Sud de la France !*

Ces différents éléments, cumulés, montrent combien était excessive l'assiette d'« engagements de livraison physique » prise en compte pour le 2^{ème} tour de l'allocation de Novembre-décembre 2012. Les 3 éléments précédemment listés défavorisaient en effet considérablement la participation au 2^{ème} tour d'un consommateur industriel (pas de capacités « historiques » en portefeuille, pas ou très peu de capacités d'injection en stockage (avantageait énormément tout fournisseur d'OSP-MIG), pas de capacités d'import de GNL).

Question 3 : Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation envisagées ?

L'UNIDEN n'est pas favorable au « facteur de développement », donc est a fortiori contre son augmentation. En effet ce paramètre désavantage évidemment, par exemple, les consommateurs finaux participant au 2^{ème} tour d'allocations au prorata. S'il devait être maintenu, Les consommateurs industriels devraient alors au minimum bénéficier du même coefficient dans un souci d'équité. L'UNIDEN est évidemment en faveur d'une ouverture du marché dans la moitié Sud de la France, qui est clairement en train de s'y fermer. Par contre, ...dans la mesure où in fine c'est le consommateur final qui paiera les capacités Nord-Sud lui étant associées (que lui répercutera son fournisseur alternatif (le cas échéant) qui aura bénéficié du « facteur de développement »), il est tout simplement « équitable » qu'il bénéficie du même avantage.

Question 4 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1^{er} octobre 2014 ?

L'UNIDEN tient à signaler en préalable qu'elle ne partage pas l'optimisme de la CRE (cf article 2.4.1 de son argumentaire de consultation publique) affirmant que « les expéditeurs titulaires d'un contrat de raccordement ont de la visibilité sur leurs besoins de livraison à quatre ans dans la mesure où il s'agit de sites industriels dont les souscriptions de capacités de livraison sont stables à moyen terme ». Une visibilité ne peut être utile que si elle offre une perspective favorable de compétitivité et non pas la certitude de ne pas être compétitif ! La proposition de la CRE d'organiser des enchères à 4 ans dans un contexte de marché inapproprié n'est donc pas valide, et pourrait entraîner une forte détérioration du tissu industriel dans la zone Sud. En tout état de cause, dans les circonstances actuellement connues en zones Sud, nul ne peut se montrer optimiste quant aux consommations industrielles à l'horizon 2018 dans cette partie de la France...

En ce qui concerne le 1^{er} tour dit « au prorata », l'UNIDEN formule les mêmes remarques que pour celui de l'allocation dite « de recalage » (relative aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2014), à savoir la *nécessité impérieuse et urgente d'adaptations sécurisantes pour les acteurs les plus fragiles dans les circonstances exceptionnelles actuelles*. Dans ce sens, une priorité d'accès à ce 1^{er} tour doit être effectivement accordée en finale aux expéditeurs titulaires d'un contrat de

raccordement en cas de demande supérieure à un seuil à fixer. Les circonstances actuelles démontrent cependant que ce seuil doit être ajusté...

Pour ce qui est du 2^{ème} tour, notre demande instantane est de ne pas s'obliger à des enchères dans les circonstances actuelles tant qu'on peut s'en tenir à un processus d'allocations type prorata, donc en utilisant toutes les flexibilités temporelles accordées par le Code de Réseau CAM, compte-tenu que nous faisons face à une circonstance tout à fait exceptionnelle et inédite comme celle de la liaison Nord-Sud. Pour ce 2^{ème} tour tant qu'il pourra rester au prorata, nous formulons les mêmes demandes d'aménagement que pour le « semestre de recalage » (coefficient de développement, engagements de livraison nets des capacités déjà en portefeuille et sans les capacités de stockage, prise en compte des capacités de sourcing par GNL, ...).

En effet, il ne semble pas exister de méthode rationnelle pour estimer la valeur à accorder à la liaison Nord-Sud, sauf à avoir connaissance des apports de GNL envisagés à Fos et Montoire pendant cette période. Les Industriels consommateurs seraient donc cantonnés à l'alternative d'avoir à coter pour une valeur ne résultant pas d'une telle analyse économique rationnelle pour assurer le sourcing de leurs sites, ou bien de renoncer à toute visibilité sur le sourcing desdits sites! Si l'on ajoute le fait que l'organisation actuellement défailante du marché autour de la problématique Nord-Sud génère probablement de facto des infractions à la réglementation REMIT, organiser des enchères dans ces conditions reviendrait de facto à transformer le sourcing gaz des activités industrielles des zones Sud en une activité « casino », casino dont les dèss seraient de surcroît pipés.

Question 5 : Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la capacité commercialisée ?

Cette règle apparaît logique dans le sens de l'ouverture du marché (...actuellement si difficile en zones Sud).

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en mars 2014, les capacités disponibles à compter du 1^{er} octobre 2014 ?

Nous sommes favorables à commercialiser en Mars 2014 les capacités disponibles à compter du 1^{er} Octobre 2014. Mais pourquoi ne pas attendre Mars 2015 pour commercialiser les capacités disponibles à compter du 1^{er} Octobre 2015? Nous sommes convaincus que l'actuelle prise de conscience des pouvoirs publics conduira d'ici-là à des mesures d'assainissement et de sécurisation de la fourniture de gaz en Zone Sud, incontournables sous peine de dégâts irréremédiables en matière d'emploi industriel et d'investissements dans la moitié Sud. Dans cette optique, la répartition dans le temps des allocations ne peut qu'en apaiser le prix (encore une fois au service de l'emploi industriel).

Question 7 : Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels pour mettre en oeuvre la proposition d'Elengy ?

Certes il est louable d'examiner toutes les pistes possibles pour pouvoir disposer du maximum de capacités fermes à la liaison Nord-Sud. Ceci dit la proposition d'Elengy apparaît non acceptable. Les obligations de sa maison-mère en terme d'OSP et MIG nécessitent de façon structurelle et incontournable du GNL en France, entre autres dans le Sud. Or on ne peut que déplorer que l'importation de GNL soit devenue très inférieure à ce qu'elle était en routine jusqu'à 2011 compris, et ceci pour des consommations qui n'ont pourtant pas significativement baissé ! Voilà une situation anormale à laquelle les pouvoirs publics doivent remédier rapidement ...et ceci sans nuire aux consommateurs industriels (ne pouvant guère importer de GNL) qui sont déjà les seules victimes de la problématique Nord-Sud ! Donc ponctionner 50 GWh/j de capacités

interruptibles sur la liaison Nord-Sud pour importer du GNL à Montoir (...d'ailleurs éventuellement en constatant simultanément une baisse d'autant des imports à Fos?), en outre en vendant aux acteurs de GNL ces capacités Nord-Sud au prix de capacités interruptibles alors qu'elles se retrouveront fermes, ...n'est admissible que si on démontre clairement aux autres acteurs qu'ils seront globalement gagnants, ce qui semble pour le moins extrêmement incertain.

Pour ce qui est de la proposition de GRTgaz, nous partageons la crainte inflationniste de la CRE. Toute idée « technique » (versement de sur-revenus d'enchères) est bien sûr à prendre en considération. Ceci dit, ...le besoin de GNL à Montoir, « c'est maintenant » ! Or les enchères sur des capacités interruptibles Nord-Sud ne démarreront pas avant courant 2014, et nous militons même (compte-tenu du risque en matière de compétitivité pour tout ou partie de l'industrie du Sud de la France) pour que les enchères n'interviennent que plus tard que cela. De ce point de vue déjà, nous ne sommes pas favorables à la proposition.

Mais par ailleurs cette proposition pose question. N'est-il pas choquant que le fait que n'arrive plus assez en France de GNL structurellement nécessaire pour satisfaire aux OSP et MIG du pays, ainsi que pour fournir les clients restés aux TRV (dont les domestiques), et surtout pour assurer la climaticité du profil de consommation de ces mêmes consommateurs, ...conduise à subventionner (avec la solution pratique proposée) les acteurs-mêmes qui auront connu un effet d'aubaine majeur depuis début 2011 ? Pour l'UNIDEN, sécuriser des OSP-MIG et les consommateurs aux TRV impose bien évidemment de stocker du gaz (issu grosso modo du GNL si on considère les bilans mensuels moyens de la « saison d'injection »), donc les surcoûts du GNL ainsi nécessaire (=le prix « marginal » du marché) doivent être pris en charge par les TRV (dont les clients sont typiquement à profils « climatiques ») et non pas par les consommateurs industriels hors TRV dont le profil de consommation est communément « flat », ...industriels actuellement seules victimes du manque de GNL en France, répétons-le. C'est donc bien en imposant le retour des imports de GNL à un niveau décent et en imputant les charges additionnelles aux TRV qu'on ramènera une situation saine dans le Sud, plutôt qu'en prenant le risque de perturber les processus opérationnels d'approvisionnement de l'industrie française (en risquant de réduire encore momentanément la disponibilité de capacités Nord-Sud avec le processus proposé) .

Nous partageons donc pleinement la suggestion de la CRE de d'abord bien examiner toutes ces pistes en Concertation Gaz, afin d'en mesurer pleinement les risques et l'intérêt pour chaque famille d'opérateurs face à ces propositions. Notre objectif collectif actuellement doit (devrait ?) être de privilégier une réduction durable du spread Nord-Sud, et bien entendu aux moindres frais de la collectivité et en se souvenant que les seuls acteurs qui souffrent vraiment (sinon le plus) sont les consommateurs industriels hors TRV : c'est l'intérêt de ces emplois industriels qu'il faut sauvegarder dans la situation exceptionnelle actuelle ! C'est de cette manière, et elle-seule, qu'on pourra donner une vision aux acteurs, vision attendue mais qui sera alors saine.

Question 8 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?

L'UNIDEN est d'accord pour le processus au prorata simple en ce qui concerne le produit de recalage pour la période 1^{er} Avril 2014 – 30 Septembre 2014. Pour la période d'allocation suivante, des enchères sont bien entendu dès à présent envisageables dans ce sens Sud vers Nord (contrairement à l'autre sens pour le moment), mais le résultat en est assez garanti d'avance...

Question 9 : Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1^{er} avril 2014 ?

Le fait que les capacités allouées au couplage de marché soient désormais interruptibles, a pour conséquence que ce mécanisme est sans effet lorsque le taux d'interruption est élevé (ce qui est fréquent...), sachant qu'un taux d'interruption élevé a alors pour effet d'accroître la tension sur le spread Sud-Nord. De plus, il faut se souvenir que la multiplication des processus a pour effet pervers d'en limiter la visibilité.

Ainsi l'UNIDEN pense que le mieux serait d'affecter ces capacités (actuellement dévolues au couplage) à l'allocation dite du 1^{er} tour, en augmentant ainsi en conséquence les volumes allouables par ce 1^{er} tour, et en affermissant tout ou partie de ces capacités additionnelles. Le même processus pourrait être utilisé pour les nouvelles capacités fermes mises en œuvre par GRT gaz en Juin 2013, qui pourraient également augmenter l'assiette de volume allouable au 1^{er} tour.

Question 10 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi à compter du 1^{er} avril 2014 ?

Nous sommes a priori favorables aux modalités pratiques d'allocation énoncées, déjà pour la période dite « de recalage » (2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2014). Au-delà du 1^{er} Octobre 2014, dans le contexte problématique actuel, l'UNIDEN serait par contre favorable à ne pas précipiter les choses sur ce qui n'est pas forcément prioritaire, en suggérant plutôt un décalage de la fusion des PEG GRT Sud et TIGF, dans l'attente que des solutions soient trouvées à la problématique Nord-Sud (qui, elle, est vraiment prioritaire). Les modalités d'allocation de capacités resteraient les mêmes dans l'attente.

Question 11 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour les capacités à compter du 1^{er} avril 2014 à Larrau et à Biriato ?

Dans la mesure où il s'agit ici d'une interconnexion (entre deux Etats-membres) et que le Code de Réseau CAM prévoit pour ces capacités une allocation aux enchères, l'UNIDEN approuve la proposition de la CRE de retenir ici un tel mode d'allocation aux enchères. L'Initiative régionale Sud les envisageant par ailleurs dès que possible (et en tout état de cause pas plus tard que le 1^{er} Octobre 2014), l'UNIDEN préconise de passer aux enchères dès à présent -- c'est-à-dire dès l'allocation « de recalage », pour les capacités disponibles au 1^{er} Avril 2014.

Pour la période commençant ensuite le 1^{er} Octobre 2014 l'UNIDEN est favorable à un processus d'allocation aux enchères de produits trimestriels.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?

Oui.

Question 13 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?

Oui.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recette à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France ?

L'UNIDEN rappelle son opposition formelle aux enchères pour l'allocation des capacités Nord-Sud tant que n'est pas stabilisée et normalisée la situation. Au-delà, lorsque des enchères s'avéreront possibles, il nous semble que sera envisageable une redistribution aux consommateurs finaux du Sud, mais alors à condition que celle-ci soit ciblée exclusivement sur les clients hors TRV (tant que ces tarifs existent). En effet les TRV prennent en compte, de façon péréquative entre le Nord et le Sud, toutes les charges leur incombant (sous le contrôle annuel de la CRE), donc potentiellement y compris le coût de la capacité Nord-Sud révélé par des enchères le jour où on les pratiquera. Ainsi, la distorsion Nord-Sud étant ainsi neutralisée pour cette catégorie de clients, il ne serait donc pas pensable que les consommateurs aux TRV du Sud ...bénéficient d'un effet d'aubaine les favorisant par rapport à leurs confrères du Nord de la France. En outre, cette modalité de reversement permettrait peut-être de compenser à un niveau raisonnablement convenable les clients industriels si pénalisés (et exclusivement eux).

Question 15 : Préférez-vous une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites ou aux volumes livrés ?

Aux capacités souscrites.

Question 16 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun à compter du 1^{er} avril 2015 ?

Oui, à partir du moment où les zones GRT sud et TIGF seront fusionnées. L'UNIDEN rappelle qu'elle est favorable à un report de la fusion de ces 2 zones